

“ Les Grands Hommes ”

ALAIN

(3 mars 1868-2 juin 1951)



Emile Chartier, dit Alain, est né le 3 mars 1868. Philosophe, professeur admiré par ses étudiants journaliste et écrivain parce qu'il ressentait le besoin de réagir aux événements de la vie quotidienne, Alain est le philosophe radical par excellence. Radical certainement, parce qu'il développa dans toute son œuvre une doctrine humaniste, pacifiste, démocrate et républicaine. Radical, surtout, parce qu'Alain combattit sans cesse les systèmes déductifs dits «rationnels» et somme toute fermés. Il préférerait aller à la racine, rechercher l'essence des choses, ne se fiant pour ce faire, qu'à son propre entendement. Ainsi, Alain se singularisa toute sa vie par un esprit d'indépendance, une intransigeance et des jugements parfois impitoyables. Mais un esprit, dans le même temps, capable de s'engager avec une force de nature prodigieuse comme en témoignent ses «propos quotidiens» écrits entre 1906 et 1938 pour «la Dépêche de Rouen» et dans «suite à Mars».

Alain était pour son époque, une personnalité dérangeante, ne cherchant jamais un quelconque adoubement par ses pairs, résistant forcené à l'obéissance poussant à l'extrême la désacralisation de l'Etat luttant pour le maintien au cœur de la démocratie de l'essentielle confrontation des pouvoirs et du citoyen ! C'est avec passion qu'il suivit les luttes politiques de son époque et s'engagea en politique, à gauche bien entendu, au côté de Jaurès, Ferdinand Buisson, Painlevé.

Voilà ce que recouvre le radicalisme d'Alain : non la doctrine d'un parti politique, mais la critique radicale du pouvoir. Alain était radical parce qu'il était un esprit libre.

ALBERT SARRAUT

(28 juillet 1872 – 26 novembre 1962)



Avocat de formation, Albert Sarraut est l'une des principales figures du monde parlementaire sous la IIIème République. Frère de Maurice Sarraut (directeur de la dépêche de Toulouse, assassiné par la Milice), Albert Sarraut appartient au secrétariat politique mis en place lors de la création du Parti radical le 21 juin 1901. Il est élu député de l'Aube de 1902 à 1924, et sénateur de ce même département de 1926 à 1940.

Albert Sarraut occupe les fonctions de gouverneur général de l'Indochine entre 1911 et 1914, puis entre 1916 et 1919. Il se spécialise naturellement dans les problèmes coloniaux. Il sera ainsi plusieurs fois ministre des Colonies. Mais il sera également ministre de l'Intérieur et ministre de la Marine, avant d'accéder, le 24 octobre 1933, à la présidence du Conseil. Succédant à Daladier, il sera renversé le 23 novembre en reprenant une partie des projets financiers de ce dernier.

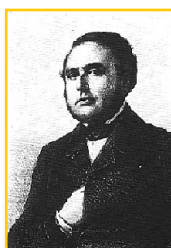
Albert Sarraut redevient ministre de la marine, puis ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Union nationale constitué par Doumergue. Il est chargé, pour la seconde fois, de constituer un gouvernement le 24 janvier 1936, après la démission de Laval. Son ministère de concentration républicaine est un gouvernement de transition destiné à attendre les élections de 1936. La victoire du Front populaire le conduit à laisser sa place, le 4 juin 1936, à Léon Blum. Il occupera de nouveau des postes ministériels, et sera ministre de l'Education Nationale dans le cabinet Reynaud jusqu'au 5 juin 1940. Arrêté par les Allemands, Albert Sarraut est déporté en Allemagne, de 1944 à 1945.

Albert Sarraut devient, en 1951, président de l'Assemblée de l'Union Française, puis membre de l'Académie des Beaux-arts en 1953.

“ Les Grands Hommes ”

ALEXANDRE LEDRU-ROLLIN

(1807-1877)



Homme politique, fils de médecin, Ledru-Rollin est avocat au barreau de Paris en 1830, spécialisé, sous la monarchie de juillet, dans la défense des Inculpés républicains, notamment celle de Caussidière, instigateur de complots républicains. A la mort de Garnier-Pagès en 1841, il est élu député de la Sarthe, réélu en 1842 et 1846. Sa profession de foi résume les idées forces du radicalisme (il milite en faveur du suffrage universel, préconise des mesures interventionnistes, l'impôt progressif sur le revenu et l'enseignement gratuit et obligatoire). Il représente le républicanisme parlementaire et légalitaire. Il retrouve Caussidière en 1843 lorsqu'il fonde La Réforme, organe de l'opposition radicale pour la défense du suffrage universel. En 1846, Ledru-Rollin publie l'Appel aux Travailleurs en proposant ce mode de scrutin comme remède aux maux de la classe ouvrière. Il participe à la campagne des Banquets aux côtés de Léon Gambetta en faveur de la République. Il se qualifie d'ultra-radical au sens du parti qui “veut faire entrer dans la réalité de la vie le symbole de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité”. Ledru-Rollin devient ministre de l'Intérieur dans le gouvernement provisoire de février 1848, choisit les commissaires du gouvernement qui remplacent les préfets et organise les premières élections au suffrage universel en avril 1849. Déçu par les socialistes, il se rapproche des Montagnards, députés d'extrême gauche hostiles à la monarchie. Les 6 % de suffrages qu'il recueille aux élections présidentielles de décembre 1848 et les 182 députés qui votent pour lui à l'élection du président de l'Assemblée législative de mai 1849 le font apparaître comme le chef des Montagnards. Réfugié à Londres après l'échec de la journée révolutionnaire du 13 juin, il fonde le Comité de la République Universelle. De retour en France en 1871, refusant de siéger à l'Assemblée Nationale, il ne regagne cette dernière qu'en 1874 comme député du Vaucluse.

Camille CHAUTEMPS

(1885-1863)



Fils d'Emile Chautemps, ancien vice-président du Sénat, Camille Chautemps exerce la profession d'avocat à Tours où il est élu maire en 1919. Il devient député radical-socialiste d'Indre-et-Loire en 1919, et le restera jusqu'en 1928. Il est ensuite élu député du département du Loir-et-Cher de 1929 à 1934, puis sénateur de ce même département de 1934 à 1940. Il devient ministre de l'Intérieur dans le premier cabinet Herriot (1924-1925). A partir de cette date, il sera membre de dix-huit gouvernements, dont quatre fois président du Conseil. Il constitue son premier cabinet le 21 février 1930, qui ne dure que quatre jours. Son deuxième gouvernement est formé dans une conjoncture peu favorable, le 26 novembre 1933. Il préfère démissionner le 27 janvier 1934, devant la montée de l'agitation populaire à la veille de l'affaire Stavisky. Il redevient ministre dans le gouvernement Sarraut, en 1936, et dans le gouvernement du Front populaire dirigé par Blum. A la chute de celui-ci, Camille Chautemps forme, le 22 juin 1937, son troisième cabinet et tente de poursuivre l'expérience socialiste avec plus de souplesse. Il tombe le 14 janvier 1938, puis est reconduit pour deux mois le 18 janvier. Vice-président du Conseil dans le troisième cabinet Daladier, puis dans le cabinet de Guerre de Paul Reynaud, il décide, en 1940, de se fixer aux Etats-Unis où il se tient alors à l'écart de toute activité politique. Il s'éteint le 1er juillet 1963.

“ Les Grands Hommes ”

LÉON GAMBETTA

(2 avril 1838 - 31 décembre 1882)



Avocat, doué d'une étonnante vitalité et profondément républicain, Gambetta entre en politique en 1863. L'année 1868 marque un tournant de la Vie de Gambetta et de l'histoire du radicalisme politique, c'est le réquisitoire contre l'Empire proposé le 14 novembre lors du procès Delescluze qui fait de Gambetta un des ténors du Parti Républicain. En 1869, il répond le 4 mai au fameux "programme de Belleville" de ses électeurs. Cette véritable charte du Parti radical inspirera la vie politique nationale pendant plus de cinquante ans. Il participe à des événements aussi retentissants que la proclamation de la République le 4 septembre 1870, le gouvernement de la "défense nationale". Ses actions personnelles se trouvent couronnées de succès. Ainsi, le 7 octobre 1870, Gambetta rejoint la province à bord d'un ballon dirigeable afin d'y organiser une armée pour libérer Paris du joug allemand.

Après la crise du 16 mai 1877, Gambetta est le principal animateur de la campagne républicaine qui précède les élections législatives d'octobre 1877. Le 15 août 1877, il somme le Maréchal de Mac-Mahon de "se soumettre ou se démettre" en cas de victoire des républicains.

En janvier 1879, Gambetta devient président de la Chambre. Malgré ses réticences, Grévy appelle Gambetta à la présidence du Conseil le 10 novembre 1881. A 43 ans, il est alors le plus jeune président du Conseil qu'ait connu la République. Il ne réussit pas à constituer le "Grand Ministère" dont on parlait depuis plusieurs mois. Le nouveau gouvernement s'avère cependant vite décevant. Malgré l'hostilité de l'extrême gauche et des républicains modérés, Gambetta propose une réforme limitée de la Constitution, notamment pour les modes d'élection. Il se heurte, le 26 janvier 1882, à l'hostilité de la Chambre. Son gouvernement, frappé d'usure rapide du pouvoir, ne dure que 74 jours. Gambetta se retire, et meurt, malade, le 31 décembre 1882. La République lui réservera des obsèques nationales.

EDGAR FAURE

(18 août 1908 - 30 mars 1988)



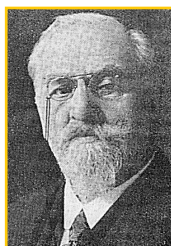
Né à Béziers en 1908, Edgar Faure achève ses études à Paris où il devient avocat à 20 ans et se lie avec Pierre Mendès-France.

Pendant la guerre, il rejoint l'Afrique et assure, en 1944, l'administration du Comité Français de la Libération puis du gouvernement provisoire, à la demande du Général De Gaulle. Il siège en 1947 au Tribunal de Nuremberg et, la même année, est élu député du Jura. Sa carrière ministérielle commence en 1948 cependant qu'il poursuit son implantation locale : maire de Port Lesney de 1947 à 1970, conseiller général du Jura de 1949 à 1967. Président du Conseil en 1952 puis en 1955, il poursuit une politique de restauration des finances publiques, ce qu'on appelle le radicalisme de gestion. Le processus de décolonisation, la construction européenne et ses tentatives pour enrayer l'enlisement du régime entraînent sa chute en 1955, dans des conditions qui l'autorisent à dissoudre l'Assemblée. Battu aux législatives de 1958, il paye ce moment d'autoritarisme et son ralliement à la Vème République. Sénateur du Jura de 1959 à 1966, il prépare la reconnaissance de la Chine populaire par la France. Ministre de l'Agriculture en 1966, il devient ministre de l'Education Nationale en 1968 avec la tâche de rétablir le calme dans les universités. La loi d'orientation qui porte son nom est votée à l'unanimité en 1969. Député du Doubs en 1967 puis en 1973, il est élu président de l'Assemblée Nationale de 1973 à 1978. Député européen, sénateur du Jura, président de la région Franche-Comté, autant de casquettes pour ce radical qui, à l'occasion des élections européennes de 1984, s'emploie à susciter avec Maurice Faure, une liste de centre gauche. L'homme à la pipe qui écrivait des romans policiers sous le pseudonyme de Sand s'éteint en 1988.

“ Les Grands Hommes ”

LÉON BOURGEOIS

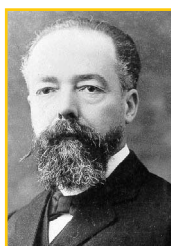
(1881-1925)



Le théoricien du solidarisme a incontestablement contribué à l'épanouissement, à la fin du XIXème siècle, du radicalisme en lui apportant de nouveaux éléments doctrinaux. Préfet de police en 1887, élu député de la Marne en 1888, il est en novembre 1895 nommé Président du Conseil et réussit à rassembler une équipe radicale homogène, initialement divisée en deux groupes : la gauche radicale et la gauche radicale-socialiste. Il mit à profit cette période de pouvoir pour présenter concomitamment au Parlement et à l'opinion un des grands thèmes radicaux que constitue le projet d'instauration d'un impôt sur le “revenu personnel et progressif”. Cette mesure sera reprise par J. Caillaux et sera couronnée de succès quelque vingt années plus tard. Par la suite, Léon Bourgeois sera neuf fois ministre. Au ministère des Affaires Etrangères, il marque son empreinte en se montrant le partisan résolu de l'arbitrage international dans les conflits entre nations (conférence de La Haye 1895, 1899, 1907). C'est donc principalement dans le domaine de la politique internationale qu'œuvre Léon Bourgeois. Ainsi, en 1919, il dirige les travaux de la SDN dont il veut faire reposer l'action sur les principes de solidarité. Il achève sa carrière politique comme président du Sénat de 1920 à 1923.

PAUL DOUMER

(1857 – 1932)



Fils d'ouvrier, ouvrier lui-même, il naît à Aurillac en 1857 et débute comme apprenti fondeur à Montmartre.

Les cours du soir lui permettent de passer le baccalauréat. Répétiteur dans un collège, il finance ses études de droit pour devenir journaliste. Elu député radical dans le département de l'Aisne en 1888, il se fait élire dans l'Yonne en 1891 où il est réélu en 1893.

Ses talents d'organisateur et d'orateur en font un dirigeant écouté. En 1895, Léon Bourgeois lui confie les Finances où il défend l'impôt sur le revenu.

De 1896 à 1902, il est gouverneur de l'Indochine avant de revenir à la Chambre qu'il va présider. Il s'oppose à la politique de Combes, ce qui lui vaut d'être battu par Fallières à la présidence de la République en 1906. Vingt cinq ans plus tard, Paul Doumer apparaît comme le meilleur candidat à la succession de Gaston Doumergue.

Les Français s'identifient à cet Auvergnat sérieux et obstiné, économe et vertueux à qui la guerre a arraché ses quatre fils. La candidature tardive du “pèlerin de la paix”, Aristide Briand, ne l'empêche pas d'être brillamment élu.

Le 6 mai 1932, avant-veille du second tour des élections législatives qui seront remportées par la gauche, le Président Doumer se rend à la vente des écrivains anciens combattants. Il y est assassiné par un exalté russe à la recherche de sensationnel et qui a profité du refus du président de la République de bénéficier d'une protection policière. Paul Doumer repose aux côtés de son fils au cimetière de Vaugirard.

“ Les Grands Hommes ”

EDOUARD DALADIER

(16 juin 1884-10 octobre 1970)



Maire radical de Carpentras, depuis 1912, il devient député du Vaucluse en 1919. Il bénéficie du retour des radicaux au pouvoir avec la victoire du “Cartel des gauches” aux élections législatives de mai 1924 et devient ministre des Colonies à quarante ans sous le gouvernement Herriot. Il est ensuite ministre de la Guerre dans le Cabinet Painlevé (1925) et ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts dans le Cabinet Briand, jusqu'en mars 1926.

Préservé de l'échec du “Cartel des gauches”, Edouard Daladier devient président du Parti radical en 1927. Il donne une impulsion à sa formation politique qui porte ses fruits et se concrétise par la création en 1928 des “jeunesses radicales”, par la multiplication des comités de base, et par l'augmentation du nombre d'adhérents. Il est ministre des Travaux publics dans les cabinets Chautemps et Steeg, puis ministre de la Guerre dans le cabinet Boncour.

Le 30 janvier 1933, Daladier est appelé à former un gouvernement qui sera renversé le 24 octobre sur des questions financières. Entre janvier 1933 et le 18 mai 1940, il va occuper à neuf reprises le ministère de la Guerre. En pleine crise de l'affaire Stavisky, Daladier est chargé de former un gouvernement. Le jour de sa présentation à la Chambre - le 6 février 1934 - éclate une manifestation populaire visant à empêcher le vote de confiance au gouvernement ; elle se soldera par 15 morts et 1 435 blessés. Lâché par ses ministres, Daladier démissionne pour laisser la place à Doumergue. Il favorisera la participation du Parti radical au Front populaire de 1936, dont les socialistes sortiront vainqueurs. De nouveau ministre de la Guerre à partir de 1936, il redevient président du Conseil le 10 avril 1938, et ne peut éviter la “drôle de guerre”, malgré les accords de Munich qu'il signe le 29 septembre 1938. Sous le régime de Vichy, il est accusé d'avoir insuffisamment préparé la guerre. Il est déporté en Allemagne en avril 1943. A la libération, il renouera avec ses activités politiques, et sera élu député du Vaucluse en juin 1946 et maire d'Avignon en 1953. Président du Groupe radical à l'Assemblée, il reprend la direction du Parti radical à 73 ans, lors du Congrès de Paris en 1957. Il sera de ceux qui s'opposent au retour du Général de Gaulle en 1958. Battu aux législatives de 1958, il abandonne ses mandats et se retire jusqu'à sa mort, à l'âge de 86 ans.

EDOUARD HERRIOT

(5 juillet 1872 • 26 mars 1957)



De naissance modeste, Edouard Herriot est reçu à l'agrégation de lettres en 1893 et devient professeur au Lycée de Lyon. Il s'inscrit au Parti radical au moment de l'affaire Dreyfus et accède en 1905 à la mairie de Lyon. Il restera maire 52 ans. Ayant juste l'âge requis de 40 ans, il devient sénateur du Rhône en 1912, avant d'être élu député du Rhône en 1919. Il est porté la même année à la présidence du Parti radical. Cette direction fait de lui le principal chef de l'opposition au bloc national formé par Poincaré et Millerand. Pour ce faire, Edouard Herriot constitue le “Cartel des Gauches” qui sort victorieux des élections législatives du 14 juin 1924. Edouard Herriot est chargé par Doumergue de former un gouvernement, qui sera renversé, sur des questions financières, le 10 avril 1925. Elu président de la

Chambre, le 21 juillet 1925. Edouard Herriot reçoit alors le portefeuille de l'instruction publique dans le gouvernement d'Union nationale dans lequel, initiateur de l'enseignement technique, il symbolise l'efficacité de l'action des radicaux dans le domaine de l'Education nationale. Après la victoire de la gauche aux élections législatives, il est chargé, le 3 juin 1932, de former un gouvernement par Albert Lebrun. Son ministère tombe le 14 décembre 1932 sur la question du paiement des dettes aux Etats-Unis. Edouard Herriot entre comme ministre d'Etat dans les gouvernements Doumergue, Flandin, Bouisson et Lavi. Herriot apporte ensuite, pour quelque temps, son soutien au Front populaire et devient, en juin 1936, président de la Chambre. Il subit la seconde guerre mondiale, placé en résidence surveillée, et doit attendre 1945 pour retrouver sa chère mairie de Lyon. Il redeviendra député et président de l'Assemblée Nationale sous la IVème République. Il disparaît le 26 mars 1957.

“ Les Grands Hommes ”

PIERRE MENDÈS-FRANCE

(11 janvier 1907-18 octobre 1982)



Né à Paris le 11 janvier 1907 (une plaque rappelle sa naissance au 75, rue de Turbigo), Pierre Mendès-France adhère au Parti radical à 17 ans. Avocat à 19 ans, docteur en droit à 21, il travaille avec Georges Bonnet avant de s'installer à Louviers, dans l'Eure. Elu en 1932, il est à 25 ans le plus jeune député de la République.

Tout en poursuivant son implantation dans l'Eure (maire de Lisieux et conseiller général en 1937), Pierre Mendès-France anime, au Parti radical, le courant des Jeunes Turcs qui veulent rénover l'image du radicalisme et ancrer à gauche le vieux parti. Réélu député avec le Front populaire en 1936, il devient sous-secrétaire d'Etat au Trésor en 1938, plus jeune ministre de la République. Aviateur en Syrie durant la deuxième guerre mondiale, il est arrêté par la police de Pétain et Laval, jugé à Riom et emprisonné pour désertion et trahison.

Commissaire aux Finances de la France Libre à Alger puis à Paris en 1943-1944, il devient ministre de l'Economie nationale de la France libérée en 1945 mais démissionne rapidement devant l'hostilité de De Gaulle aux mesures économiques qu'il estime nécessaires pour le pays.

Député de l'Eure de 1946 à 1958, il est également gouverneur du FMI de 1947 à 1958. Les députés lui refusent l'investiture en 1953 car son programme de rigueur économique et ses propositions pour une solution pacifique en Indochine inquiètent, comme d'ailleurs le ton nouveau ("Gouverner c'est choisir") qu'il veut donner à son ministère.

Le 17 juin 1954, il obtient cette investiture et forme un gouvernement qui durera sept mois et dix-sept jours. Pierre Mendès-France s'entoure de jeunes ministres avec lesquels il va s'attacher à régler les problèmes du pays, un par un, en respectant les échéances qu'il s'est fixé. Le traité de Genève rétablit la paix en Indochine et le voyage à Carthage consacre l'autonomie de la Tunisie. Le 14 août 1954, Pierre Mendès-France obtient les pouvoirs spéciaux pour les questions économiques : expansion économique, augmentation du revenu national, abaissement des coûts de production, amélioration du pouvoir d'achat et du niveau de vie des pays d'outre-mer, sécurité de l'emploi, équilibre de la balance des paiements. Mais cette politique économique jugée trop rigoureuse et la volonté constante de gouverner le pays sans compromissions politiques attisent les attaques contre l'homme. Son opposition au projet de CED qui divise le pays et tous les partis politiques, y compris le Parti radical, cristallise cette haine. Au Congrès de Marseille, Edouard Herriot confie le Parti radical à Pierre Mendès-France mais le mal est fait. Les réformes institutionnelles engagées n'empêchent pas sa chute le 5 février alors qu'il pense s'attaquer au problème algérien. Ministre d'Etat en 1956 dans le gouvernement de Front républicain de Guy Mollet dont il se sépare rapidement, Pierre Mendès-France s'oppose au coup de force de 1958 et rejoint en 1961 le PSU. Se plaçant dès lors parmi les plus farouches opposants au régime gaulliste, il est élu député de l'Isère en 1967. Devenu une référence morale de la gauche française en cours de reconstruction, il soutient le mouvement populaire de mai 1968 en proposant au pays une réelle alternance démocratique. Battu aux législatives de 1968, il n'intervient plus guère dans la vie politique française, sauf pour soutenir la candidature de Gaston Defferre en 1969. Pierre Mendès-France meurt en 1982. Ses cendres sont dispersées dans la campagne de Louviers.

Cécile BRUNSCHVICG

(1877-1946)



Active et proche de l'éducation populaire, elle s'est illustrée dans les milieux du féminisme, de l'action sociale et du militantisme politique. Une des premières femmes ministres.

Née à Enghien-les-Bains (Seine-et-Oise) le 19 juillet 1877, décédée à Neuilly-sur-Seine le 5 octobre 1946. Elle est élevée dans un milieu bourgeois juif et républicain, son père est un industriel alsacien, ayant opté pour la France en 1870, chevalier de la Légion d'honneur. Elle épouse en 1899, L.

Brunschvicg, universitaire, philosophe, et féministe ; le couple a quatre enfants entre 1901 et 1919.

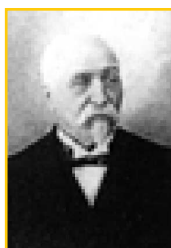
Jeune femme, elle prend part au mouvement des Universités populaires. Dès 1907, elle milite à l'Union française pour le suffrage des femmes puis au Conseil national des femmes françaises. Elle appartient en 1920 au "Soroptimist club" ("Rotary club" féminin), où elle aide M-J. Bassot à trouver des fonds pour l'établissement des centres sociaux. Sensible aux problèmes de la formation et des conditions de travail, elle participe en 1917 à la mise en place de l'Ecole des surintendantes d'usine. En 1924, elle entre au Parti radical et est appelée au poste de sous-secrétaire d'état à l'Education nationale en 1936 dans le premier ministère de Léon. Blum. Jusqu'à la fin de sa vie, elle s'intéresse à la condition féminine et à la vie internationale et sociale.



“ Les Grands Hommes ”

EMILE COMBES

(1835-1921)



Il symbolise parfaitement la théorie physique des pôles opposés qui s'attirent : de séminariste à ses débuts, il deviendra le père fondateur de la laïcité en France. Renonçant à l'enseignement religieux, il devient médecin pour subvenir à ses besoins. En 1874, il est élu maire de Pons. Il sera réélu en 1878, et le restera toute sa vie. Il devient sénateur de la Charente en janvier 1885. Ministre de l'Instruction publique et des Cultes dans le Cabinet Bourgeois, il préside ensuite, au Sénat, la Commission chargée d'étudier le projet de loi sur le contrat d'association. Succédant au gouvernement Waldeck-Rousseau, il devient président du Conseil le 7 juin 1902. Avec Emile Combes, les radicaux détiennent réellement, pour la première fois, la responsabilité du pouvoir, ce qui les autorise à mettre en pratique l'esprit du programme de Belleville. Ainsi, sa première mesure est la dissolution des congrégations. Cette action entraîne des difficultés avec le Vatican qui deviennent irrémédiables avec la rupture des relations diplomatiques le 30 juillet 1904. A la suite de "l'affaire des fiches", Emile Combes doit abandonner le pouvoir. Son ministère aura été l'un des plus longs de la IIIème République. Son éviction n'empêche nullement l'esprit "combiste" de se perpétuer ; ainsi, sous le gouvernement Rouvier, sera votée la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat le 9 décembre 1905. Il reste fidèle au Parti radical dont il devient, pendant de nombreuses années, le symbole. Il en est le président en 1905 et 1906, puis de 1910 à 1913. Réélu sénateur, il devient président du groupe de la gauche démocratique. Il retrouve le chemin du gouvernement à l'âge de soixante-quinze ans, dans le ministère Briand, d'octobre à décembre 1916. Il s'éteint en 1921.

FELIX GAILLARD

(1919-1970)



Reçu inspecteur des Finances en 1943, il entre la même année dans la résistance et devient l'adjoint d'Alexandre Parodi dans le gouvernement provisoire de France.

Félix Gaillard est élu député radical-socialiste de la Charente en 1946. Il est, après la démission du cabinet Bourgès-Maunory, Président de Conseil le 5 novembre 1957, dans les pires moments de la IVème République, puisqu'il doit simultanément résoudre la grave crise financière et la question algérienne. Il démissionne le 15 avril 1958 et dès septembre 1958 prend la présidence du Parti radical-socialiste avec l'aide de Pierre Brousse.

Conscient de la nécessité d'affirmer l'originalité du radicalisme et de rajeunir sa doctrine, il fait adopter par le Congrès de Boulogne des 6-9 octobre 1960, un "manifeste" dont la diffusion reste limitée qui vaut par l'effort de réconciliation et de synthèse dont il témoigne.

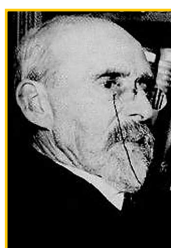
Félix Gaillard symbolise à merveille la volonté du Parti radical de ressaisir son identité et d'affirmer sa personnalité. Il disparaît le 9 juillet 1970, dans l'explosion de son bateau de plaisance.



“ Les Grands Hommes ”

FERDINAND BUISSON

(1841 – 1932)



Né à Paris en 1841, agrégé de philosophie, Ferdinand Buisson voua sa vie à la pédagogie novatrice et égalitaire, et à la défense des droits de l'homme. En 1873, il est nommé inspecteur primaire à Paris et étudie les systèmes pédagogiques en Europe et aux Etats-Unis. En 1879, Jules Ferry le nomme au poste essentiel de directeur de l'enseignement primaire, ce qui lui permettra de collaborer avec ce dernier à la rédaction du statut de l'école laïque, publique et obligatoire. Son expérience et sa compétence lui permirent d'obtenir en 1896 la création d'une chaire de pédagogie en Sorbonne dont il sera le premier professeur.

Dreyfusard convaincu, Ferdinand Buisson compte parmi les fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, ligue dont il sera président à la mort de Francis de Préssensé en 1913, Député radical socialiste de la Seine (de 1902 à 1914 et de 1919 à 1924), il soutient le cabinet anticlérical d'Emile Combes et combat obstinément pour l'enseignement professionnel obligatoire, la représentation proportionnelle et le droit de suffrage accordé aux femmes. Ferdinand Buisson reçoit le prix Nobel de la Paix en 1927 qui récompensa ainsi une carrière toute entière consacrée à l'enseignement et à la défense des droits de l'Homme. Ce précurseur du pluralisme laïque, résolument ancré à gauche, meurt à plus de 90 ans en 1932.

GASTON DOUMERGUE

(1863 – 1937)



Né dans le Gard en 1863, Gaston Doumergue commence une carrière de magistrat en Indochine puis en Algérie après avoir été avocat. Militant radical, il est élu député du Gard en 1893. Sa carrière ministérielle commence en 1902 et se trouve marquée essentiellement par de larges passages au ministère des Colonies de 1902 à 1905 et de 1914 à 1917. Il devient pour la première fois Président du Conseil en 1913 à l'invitation de Poincaré, afin de maintenir la loi de trois ans que vient de faire voter Louis Barthou. Ses talents d'orateur de gauche, sa réputation de conciliateur lui assurent, en 1923, une brillante élection au Sénat. Ce sont ces mêmes qualités qui feront de lui l'homme présidentiel en 1924. En effet, après la démission d'Alexandre Millerand de la présidence de la République, le Congrès n'arrive pas à lui trouver un successeur. Gaston Doumergue l'emporte avec les voix de droite contre Paul Painlevé, candidat du Cartel des gauches. Son discours, tout aussitôt après son élection, donne le ton sur l'idée qu'il a de la fonction : "Nul plus que moi ne demeurera au dessus des partis pour être, entre eux, l'arbitre impartial". De fait, Gaston Doumergue s'avère être un remarquable tacticien. S'il appelle à la présidence du Conseil Edouard Herriot en 1924, il manœuvre en 1926 pour le faire renverser, n'hésitant pas à rappeler aux affaires Poincaré pour sauver le franc. Son mandat achevé, "Gastounet" comme l'ont baptisé les Français, se retire à Tournefeuille en 1931. Trois ans plus tard son successeur, Albert Lebrun, lui demande de revenir à Paris où la République est menacée par les scandales politico financiers et les méthodes fascistes des ligues. Il est acclamé par la foule à son arrivée et propose aussitôt un remède avec l'accroissement des pouvoirs de l'exécutif auquel il s'opposait dix ans auparavant. Se comportant à l'égard du président comme Alexandre Millerand en 1924, il doit rapidement renoncer et repart, sous les seules acclamations des ligues, dans sa retraite méridionale où il décède en 1937.

“ Les Grands Hommes ”

GEORGES CLEMENCEAU

(28 septembre 1841 - 24 novembre 1929)



Le deuxième leader du Parti radical-socialiste dans les années d'avant-guerre, est médecin et républicain comme son père. Il est alors naturel que Georges Clemenceau participe activement à la journée du 4 septembre 1870 qui marque la fin du second empire. Le 7 septembre de la même année, il est nommé maire de Montmartre, simple début d'une vie politique d'une durée de 50 ans. Le 3 février 1871, il est élu député de Paris. Il devient, le 29 novembre 1875, président du Conseil municipal de Paris. Le 20 février 1876, il est élu député avec un programme qui est l'application exacte du programme de Belleville de 1869. Après la dissolution de Mac-Mahon, en 1877, il participe activement au combat des républicains. En 1880, il crée un journal, La Justice, où Camille Pelletan est son bras droit. Réélu à Paris en 1881, il le sera en 1885 dans le Var. Clemenceau parfait sa réputation de "tombeur de ministères". Considéré comme le plus grand orateur de la Chambre, il allie souvent le geste à la parole, ce qui l'entraîne dans des combats en duel mémorables. Mis en cause lorsqu'éclate le scandale de "Panama" en novembre 1892, l'affaire "Dreyfus" va lui permettre de retrouver sa popularité politique. Il est élu en avril 1902 sénateur du Var. Ce n'est qu'à l'âge de 65 ans qu'il accède au fauteuil de ministre, d'abord à l'Intérieur dans le gouvernement Sarrien, puis en octobre 1906 à la présidence du Conseil, Son Cabinet n'est renversé que le 24 juillet 1909. Ce sera le plus long ministère de la IIIème République. Il acquiert ses vraies lettres de noblesse avec l'Armistice du 11 novembre 1918 qui fait de lui "le père de la victoire".

JEAN MOULIN

(20 juin 1899 - 8 juillet 1943)



Membre du Parti radical, Jean Moulin est ami de Jean Zay avec qui il travaille. Cadet des sous-préfets en 1930, puis des préfets en 1937, il exerce cette fonction dans l'Eure-et-Loir, en juin 1940, lorsqu'il refuse de signer un document des troupes d'occupation accusant des soldats sénégalais d'avoir commis des sévices dans sa région. Il est alors révoqué par le gouvernement de Vichy. De nombreux déplacements dans le Midi le convainquent de la nécessité d'assurer une coordination de la résistance à l'occupant. Après un déplacement à Londres, au cours duquel il rencontre longuement De Gaulle, il fonde le Conseil National de la Résistance qui se réunit, pour la première fois, le 27 mai 1943. Présidé par Jean Moulin, ce Conseil comprend en outre deux députés radicaux, anciens ministres, Paul Bastid pour la zone Sud, et Marc Rucart pour la zone Nord.

Jean Moulin est arrêté, le 21 juin 1944, par la Gestapo prévenue de la tenue d'une réunion secrète à Caluire. Il est alors transféré en Allemagne et, au cours du voyage, succombera sous la torture des services allemands. Son corps est ramené à Metz, le 8 juillet, où est signé l'acte de décès. Les cendres de Jean Moulin seront transférées au Panthéon le 19 décembre 1964.

La liste des radicaux qui ont souffert ou payé de leur vie le combat contre l'occupant est longue : Herriot a été déporté, Daladier interné puis déporté, Jean Zay emprisonné puis assassiné, Maurice Sarraut, Serlin, Berthod et Fouilland abattus par la Milice ou par les Allemands, Albert Sarraut et Jean Baylet envoyés dans un camp de concentration. A la fin du mois de décembre 1944, le Parti radical se réunit en Congrès à Paris, salle des horticulteurs. Dans son rapport, le secrétaire général Pierre Mazé rappelle que 17 parlementaires radicaux sont encore déportés en Allemagne, 10 ont été assassinés par les Allemands ou les miliciens, 5 autres sont morts au service de la patrie.

“ Les Grands Hommes ”

JEAN ZAY

(1904-1944)



Avocat, militant du Parti radical-socialiste, il appartient au mouvement des “Jeunes Turcs”. Jean Zay est élu député du Loiret en 1932 à 23 ans. L'année 1933, période d'instabilité, est déterminante pour Jean Zay ; elle fait de lui le leader de la frange la plus à gauche des jeunesses radicales.

Ainsi, il se montre très actif lors du Congrès du Parti radical de Vichy en insistant sur : “la nécessité de remédier à l'instabilité en restaurant l'autorité de l'Etat républicain”. Cette même année, il devient le porte-parole de l'aile gauche des radicaux. Le radicalisme de gauche des dernières années de la IIIème république est très bien décrit par Jean Zay dans ses mémoires “souvenirs et solitude” publiées après sa mort.

Son action au ministère de l'Education Nationale dans le cabinet du Front populaire est marquée par des profondes réformes : recul de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, multiplication des bourses scolaires, construction de nombreux locaux scolaires.

Coupable, selon le gouvernement de Vichy, de “désertion” en 1940, il est emprisonné pendant la seconde guerre. Il sera assassiné le 8 juillet 1944 par une rafale de mitraillette, lors d'un transfert par la Milice, de Riom au Vaucluse.

JOSEPH CAILLAUX

(30 mars 1863-22 novembre 1944)



Fils du ministre des travaux publics en mai 1874, Joseph Caillaux reconnaît avoir bénéficié d'une enfance dorée. Inspecteur des Finances en 1890, sa carrière politique commence brillamment le 8 mai 1898 lorsque, à la surprise générale, il est élu député de Mamers (Sarthe) devançant ainsi le comte de La Roche Foucauld. Cette victoire sur la monarchie en appelle d'autres ; il bénéficie d'une étonnante promotion en juin 1899 en devenant ministre des Finances de Waldeck-Rousseau à trente-six ans. Il fait alors voter quelques réformes fiscales prudentes. Rappelé comme ministre des Finances dans le gouvernement Clemenceau, le 25 octobre 1906, Joseph Caillaux est chargé de la réforme de l'impôt sur le revenu. Le fondement de cette réforme est la taxation de tous les revenus selon un barème progressif. Ce projet, appliqué en 1917, donne un élan de popularité à Joseph Caillaux, esprit froid et empirique.

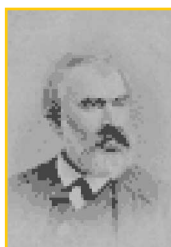
Par la suite, Joseph Caillaux est appelé par le Président Fallières à constituer le nouveau Cabinet, à l'âge de quarante-huit ans. A compter du 27 juin 1911, il gouverne à la présidence du Conseil. Il est emporté par les suites données au “coup d'Agadir”. Joseph Caillaux est élu au Congrès de Pau, en octobre 1913, président du Parti radical. Mais l'assassinat du directeur du Figaro par Henriette Caillaux semble mettre un terme à la carrière politique de son mari. Déjouant tous les obstacles, Joseph Caillaux est de nouveau élu député en mai 1914, mais aussi et surtout il évite une condamnation pour “pacifisme”. Après cette période tourmentée, il a une activité politique des plus soutenues, participant aux gouvernements Painlevé et Briand. Après la chute du ministère Briand le 23 juillet 1926, sur un projet de loi déposé par Caillaux, alors vice-président du Conseil, celui-ci ne deviendra plus ministre, sauf un jour, dans un gouvernement Bouisson qui tombe à sa présentation. Mais sa vie politique n'est pas achevée puisqu'il est réélu sénateur de la Sarthe en 1927 et en préside le Conseil général. Actif au sein du Parti radical, il favorise l'élection de Daladier, et se trouve à l'origine du coup d'Angers, en 1928. Il contribue, par la suite, à la chute du “Front populaire”.

En 1940, Joseph Caillaux est partisan d'une lutte acharnée contre l'ennemi. Il se retire à Mamers, et décède le 22 novembre 1944.

“ Les Grands Hommes ”

CAMILLE PELLETAN

(23 juin 1846 - 4 juin 1915)



Tribun du radicalisme, engagé dans toutes les batailles républicaines et sociales de la III^{ème} République, Camille Pelletan incarne le radicalisme intransigeant. Ce journaliste, diplômé par ailleurs de l'Ecole des Chartes, se fait remarquer par ses idées politiques de gauche et même d'extrême gauche. En 1880, Georges Clemenceau le nomme rédacteur en chef de son journal "La Justice". L'année suivante il est élu député à la fois à Paris et dans les Bouches-du-Rhône. Le sud aura sa préférence et il sera député d'Aix-en-Provence jusqu'en 1912. Sa politique d'opposition sera particulièrement remarquable quand il s'agira de critiquer la politique coloniale, faisant ainsi tomber le ministère Buisson. Rejoignant les républicains devant le développement du Boulangisme, il sera un ardent défenseur de Dreyfus et apportera son soutien à Waldeck-Rousseau. En 1901, il est le rapporteur du premier congrès radical-socialiste. L'année suivante Emile Combes lui offre le poste de ministre de la Marine, qui lui permettra de montrer que le radicalisme "à la Pelletan" peut aussi être un radicalisme social. Il tente de démocratiser la Marine et s'intéresse davantage aux ouvriers et marins qu'aux amiraux. Il est alors l'initiateur d'une grande réforme sociale ; la journée de 8 heures dans les arsenaux, scandalisant ainsi les milieux conservateurs. Très populaire parmi les ouvriers, qualifié de "radical rouge", il restera l'un des seuls radicaux admiré par les socialistes après 1904. Anticlérical féroce, il contribue à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il préside aux destinées du parti en 1906 et 1907 et reste fidèle à sa devise "pas d'ennemi à gauche" en favorisant le rapprochement entre radicaux et socialistes. Il finira ses jours comme sénateur des Bouches-du-Rhône (élu en 1912) et aura écrit au cours de sa vie mouvementée deux ouvrages "Associations ouvrières dans le passé" et "Le comité central et la Commune".

MICHEL CRÉPEAU, CANDIDAT AUX PRÉSIDENTIELLES DE 1981



A lors président du Mouvement, Michel Crépeau est le candidat du MRG aux élections présidentielles de 1981. Décidés à faire entendre un message spécifiquement radical, les radicaux de gauche investissent leur président comme candidat à l'élection majeure et déterminante de la vie politique française. Michel Crépeau obtiendra 2,21 des suffrages exprimés au premier tour de cette élection. Dans le programme qu'il présente aux Français, L'Avenir en face, Michel Crépeau rappelle l'importance des radicaux au sein de la gauche. "Les Radicaux de Gauche ne constituent pas, par le nombre du moins, le plus grand des partis de la gauche. Mais la gauche française a sûrement besoin d'eux. Et la nation aussi. Le poids des idées n'est pas nécessairement celui des effectifs ou des sondages : les petites formations politiques ont, au contraire, une mobilité de l'esprit et une liberté de parole que les plus grandes n'ont pas. Tout au long de l'histoire de la démocratie en France, les radicaux ont été présents dans la gauche. Non seulement pour faire entendre la voix du pragmatisme et du bon sens, mais avant tout pour faire comprendre la nécessité du changement et de l'évolution des sociétés. Y compris face aux théories paralysantes et aux dogmes figés. De Jules Ferry à Mendès-France, en passant par Caillaux, les radicaux ne se sont jamais contentés de simplement gérer l'Etat. Ils ont été parmi les grands initiateurs des réformes durables. Celles qui ne se font pas en un jour parce qu'elles transforment le corps social en profondeur. Avec le seul courage politique qui vaille : celui qui consiste à tenter de penser juste, en parlant vrai."



“ Les Grands Hommes ”

PIERRE COT

(1895 -1977)



Le futur animateur progressiste est accaparé par la politique à partir de 1928, date à laquelle il est élu député radical de Chambéry. Le “Jeune Turc” proche de Daladier prône rapidement l’alliance des partis de la gauche. Car pour lui, comme pour la plupart des jeunes radicaux, la devise est “pas d’ennemi à gauche !” Il prône le désarmement français et fait adopter plusieurs motions sur le rapprochement franco-allemand dans un but “d’union européenne” souhaitée par E. Herriot, puis par A. Briand. Ministre de l’air lors de déclenchement de la guerre d’Espagne, il appuie l’idée d’une intervention armée pour soutenir la République espagnole ; ce choix divise profondément les leaders radicaux. Il est élu lors du congrès de Lille de 1937, vice-président du Parti radical, alors qu’il participe au gouvernement du Front populaire.

Pierre Cot est l’auteur du premier projet de Constitution de la IVème République, mais son projet se trouve combattu par la majorité du parti.

Son engagement pour le rajeunissement et l’union des partis de gauche lui vaudra d’être exclu du Parti radical, avec Albert Bayet, lors du Congrès extraordinaire de Lyon en 1946.

Gaston MONNERVILLE

(1897-1991)



Diplômé des facultés de lettres et de droit, avocat à Toulouse en 1918, il est inscrit au barreau de Paris en 1921 et préside l’Union des jeunes avocats en 1927.

Gaston Monnerville milite dans différentes associations : Ligue des Droits de l’homme, Ligue internationale contre le racisme et l’antisémitisme... Il veut instruire la métropole des problèmes de la Guyane à travers l’action de l’Union des Guyanais et des amis de la Guyane ainsi que du Cercle d’études et d’action coloniales.

Aux élections de 1932, il est élu député de la Martinique et consacre l’essentiel de ses activités à la question coloniale. A partir de 1937, il devient sous-secrétaire d’Etat aux colonies dans le cabinet Camille

Chautemps, jusqu’en 1938.

Il participe aux côtés du docteur Jean Mazé à la reconstruction du Parti Radical qu’il représente à l’Assemblée consultative provisoire. Il est élu député aux deux Assemblées constituantes de 1945 à 1946 date à partir de laquelle il devient sénateur de la Guyane. Il est inscrit au groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines.

Il obtient en 1946, la transformation des “quatre vieilles” colonies en départements français, la création d’un fonds d’investissement et de développement économique et social (FIDES) et la représentation des intérêts ultra-marins par la nouvelle Assemblée de l’Union française.

De 1947 à 1958, il siège au Conseil de la République dont il devient président. Il est élu en 1948 sénateur du Lot. Il est inscrit au groupe du Rassemblement des Gauches Républicaines et de la Gauche Démocratique. Il sera réélu en 1955, 1959 et 1965.

Conseiller général du canton de Souceyrac de 1949-1973, il préside le Conseil général du Lot de 1951 à 1970 et conserve son mandat de maire de Saint-Céré de 1964 à 1971.

En 1958, il est désigné président du Sénat et démissionne de ce poste en 1968, l’année de l’annonce de la réforme de la Chambre Haute.

Il consent à l’indépendance de l’Algérie en 1962 et s’oppose à la marche vers l’indépendance des territoires d’outre-mer. Lorsque le général de Gaulle propose l’élection du président au suffrage universel direct, Monnerville entre dans une opposition définitive à la Vème République.

Alain Poher le nomme membre du Conseil constitutionnel en 1974. Il y siège jusqu’en 1983.